



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 13/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur

Z.I. Les Franchises

52200 LANGRES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 janvier 2022 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur implanté Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur
- Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES
- Code AIOT dans GUN : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur est spécialisé dans la production de pare-chocs automobiles. Au sein du site de Langres, qui occupe une surface d'environ 11000 m², environ 4000 pare-chocs sont produits par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à Sochaux et Mulhouse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté de mise en demeure n°52-2020-11-126 du 12 novembre 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
Convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.3.5.1	Mise en demeure	Sans objet
Mise en demeure – convention de rejet	AP de Mise en Demeure du 12/11/2020, article 1	/	Sans objet
Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4	Mise en demeure	Sans objet
Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.1	Mise en demeure	Sans objet
Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires (vers station communale)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.2	Mise en demeure	Sans objet
Mise en demeure – qualité des rejets aqueux et valeurs limites d'émission	AP de Mise en Demeure du 12/11/2020, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 26 janvier 2022 a été l'occasion de constater le respect de l'arrêté de mise en demeure du 12 novembre 2020, concernant l'établissement d'une convention de rejet avec la ville de Langres et le gestionnaire de la station d'épuration, et concernant le respect des valeurs limites de rejet.

Cette mise en demeure a été l'occasion pour l'exploitant de clarifier certaines pratiques dans les modalités de prélèvements de certains rejets, et à mettre en place un repérage de ses points de rejets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Convention de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Lorsque les rejets s'effectuent vers la station d'épuration communale : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.
Constats : La convention de rejet a été signée le 11 février 2021, et transmise par l'exploitant le 7 mai 2021. Cette convention n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en demeure – convention de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR, dont le siège social est situé 19, boulevard Jules Carteret – 69007 LYON, et par la suite désignée « l'exploitant », est mise en demeure, pour son site de LANGRES, de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 susvisé.
Constats : L'article 1 de la mise en demeure est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes,- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température : < 30 °C- pH : compris entre 5,5 et 8,5 sauf pour les purges de déconcentration du circuit de refroidissement pour lesquelles la valeur haute de pH est de 9,5)- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/litre
Constats : L'article 1 de la mise en demeure est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel (eaux pluviales)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux de voiries qui rejoignent le milieu naturel après avoir transité par un séparateur d'hydrocarbures ainsi que les eaux condensées des compresseurs d'air ne devront pas présenter des teneurs supérieures aux valeurs suivantes pour chacun des paramètres figurant ci-après :

	MES	DCO	DBO ₅	Hydrocarbures totaux	Fe + Al	N (azote) global	P (phosphore) total
Concentration maximale journalière admissible (en mg/litre)	35	125	30	5	5	15	5

Constats : Vu les résultats d'analyses réalisées en décembre 2020 et décembre 2021. Les eaux pluviales de voirie et les eaux condensées des compresseurs d'air respectent les valeurs limites fixées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires (vers station communale)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2008, article 4.4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur. Néanmoins, pour ce qui concerne les rejets d'eaux à vocation industrielle, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux résiduaires vers la station d'épuration communale et après traitement éventuel, les caractéristiques de rejet fixées dans la convention de rejet évoquée à l'article 4.3.2. ainsi que les valeurs limites en concentration et flux définies ci-après :

- débit maximal journalier : 50 m3/jour

-

<i>Paramètres</i>	Concentration maximale en mg/litre (valeur moyenne sur 24 heures)	Flux maximal autorisé en kg/jour
MES	300	15
DCO ⁽¹⁾	1000	50
DBO ₅ ⁽¹⁾	400	20
Hydrocarbures totaux	10	0,5
N global (azote) ⁽²⁾	70	3,5
P total (phosphore)	20	1
Fe + Al (fer + aluminium)	5	0,25
Indice phénols	0,3	0,015

⁽¹⁾ sur effluent non décanté

⁽²⁾ comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxyde

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Dans l'hypothèse où ces valeurs limites de rejets ne pourraient être garanties, l'élimination de ces effluents en tant que déchet est à prévoir, selon les règles en vigueur.

Valeurs limites de rejet fixées par le gestionnaire de la station d'épuration communale :

Les valeurs limites définies dans le présent article, ainsi que les fréquences de contrôle définies à l'article 9.2.3.2, pourront être différentes des valeurs fixées par le gestionnaire de la station d'épuration de Langres, et éventuellement modifiées ultérieurement en cas d'anomalie constatée par ce dernier.

Constats : Les eaux de lavage des sols, envoyées vers la station d'épuration communale, présentaient encore en 2020 et 2021 des concentrations non conformes par rapport aux limites fixées par l'arrêté préfectoral (50 mg/l d'hydrocarbures relevées en décembre 2021).

L'enquête menée en interne a conduit au constat que les prélèvements étaient réalisées directement dans le bac de l'auto-laveuse (lavage des sols), alors que le point de prélèvement doit s'effectuer au droit du collecteur général des eaux résiduaires, après traitement par deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures, et avant envoi de ces rejets dans le réseau d'eaux usées.

L'exploitant a ainsi repéré, sur plan et sur site (plaques colorées et numérotées) les différents points de rejet, et a rédigé une procédure indiquant où et comment effectuer les prélèvements pour les analyses réglementaires.

Les dernières analyses réalisées le 16 mars 2022 ont donné lieu à des résultats conformes :

DCO : 132 mg/litre / MES : 25 mg/l / Hydrocarbures : 0,38 mg/l

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en demeure – qualité des rejets aqueux et valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure, pour son site de LANGRES, de respecter sous 6 mois les dispositions du chapitre 4.4 et des articles 4.4.1.1 et 4.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 susvisé
Constats : L'exploitant a satisfait à cet article de la mise en demeure, même si le délai a dépassé 6 mois (cf. constat précédent relatant les actions entreprises par l'exploitant)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

